

## *Faut-il lire les journaux ?*

Le titre de cette conférence, vous vous en doutez bien, se veut provocateur. Mais à quoi bon les provocations de ce genre ? Car enfin, admettons qu'au terme de mon exposé, j'en arrive à la conclusion qu'il ne faut pas lire les journaux : comme je ne dispose pas d'un pouvoir dictatorial ni même d'une once d'autorité politique ou policière, mon espoir d'être suivi serait extrêmement mince. On lit les journaux, tout le monde lit les journaux, nous n'y pouvons rien changer dans un avenir prévisible, et surtout pas à coups de conférences.

À quoi bon, dès lors, s'interroger ? Pourquoi s'en prendre à des réalités aussi solides, à des habitudes aussi invétérées que l'institution et la lecture des quotidiens ou des hebdomadaires ?

D'abord parce que s'il est exclu de ne plus lire les journaux, il est possible, éventuellement, de les lire autrement. Le titre de cet exposé pourrait alors devenir, d'une manière plus modeste et plus réaliste : « Comment faut-il lire les journaux » ? Je pourrais en outre le compléter et le préciser d'une façon qui peut-être rejoint plus directement vos préoccupations de parents d'élèves, ou d'enseignants. Je demanderais alors : « Faut-il, *en classe*, apprendre à bien lire les journaux ? S'agit-il d'une occupation utile, nécessaire, éventuellement nuisible ? » Toutes questions que je vais effectivement me poser devant vous, dans la seconde partie de mon exposé – étant admis que je parlerai de mon point de vue d'écrivain, sans prétendre détenir la moindre autorité pédagogique.

Néanmoins je tiens à ma première formulation : « Faut-il lire les journaux ? » Je tiens à persister dans la provocation. Pour une raison qui me paraît importante : c'est en posant des questions extrêmes, en mettant en question ce qui dans une société va de soi qu'on a quelque chance de mettre le doigt sur l'essentiel. Ou si vous préférez, c'est en attirant l'attention sur les questions qu'une société *ne se pose pas* qu'on a quelque espoir de comprendre en profondeur cette société.

On pourrait s'amuser à dresser une liste des questions que notre société ne se pose pas : pourquoi notre vie est-elle répartie en travail et loisirs ? Pourquoi nous comportons-nous comme s'il était certain que la Suisse existera toujours ? Pourquoi ne pensons-nous jamais que le soleil va réellement s'éteindre un jour, dans quelques petits milliards d'années ? Pourquoi prenons-nous la vie au sérieux, alors que nous sommes des acteurs sans public, et que nous pourrions sans dommage avaler nos répliques, nous taire ou nous retirer du jeu ? Pourquoi pensons-nous que l'humanité doit survivre à tout prix ? Pourquoi décrétons-nous qu'il est bon d'être bon ?

Ainsi de suite. Autant de questions qu'on ne se pose guère, parce qu'on les considère comme décourageantes, inutiles, absurdes ou stérilisantes. Ce qui veut dire qu'on leur a répondu d'avance. Mais justement, il peut être intéressant de ne pas toujours y répondre

d'avance. Du moins vaut-il la peine de les poser d'abord, et de ne pas les balayer d'un coup de patte, par pur instinct de conservation.

La question de la nécessité des journaux n'a certes pas la gravité métaphysique des quelques interrogations que je viens d'évoquer. Mais elle revient quand même à mettre en cause l'une de ces institutions dont en général on ne discute même pas l'existence, tellement on la trouve naturelle, tellement elle fait partie de notre paysage.

Or les journaux sont nés à la fin du XVe siècle. S'ils sont nés, c'est qu'ils peuvent mourir un jour. Première constatation. Il s'agit bien d'une réalité culturelle, et non point naturelle ; d'un phénomène social, modifiable, et qu'il est en notre pouvoir de modifier.

Alors, ces journaux, faut-il les lire ? On pourrait évidemment me retourner la question, et me demander : pourquoi ne faudrait-il pas les lire ? Et d'abord, quels journaux ? Car on ne saurait les mettre tous dans le même panier à papier. Les journaux auxquels je songe ici, ce sont les quotidiens d'information, éventuellement les hebdomadaires. Ni les journaux d'opinion, ni les revues, qui constituent des catégories à part. Ni, à l'autre extrémité du spectre, les journaux illustrés, du moins ceux dont l'illustration constitue l'essentiel du message.

Quant aux raisons qui pourraient nous pousser à ne pas lire les quotidiens ou les hebdomadaires d'information, elles ont été maintes fois exprimées depuis que les journaux existent, mais d'une manière particulièrement pressante en ce siècle, où les médias de tout genre se sont multipliés, au point de mettre toute notre société sous le signe ambigu de l'« information » et de la « communication ».

Au risque d'enfoncer des portes ouvertes, mais dans le seul but de fixer les idées, je voudrais rappeler ces raisons, en citant un texte récent qui les résume toutes. Je tire ce texte d'un ouvrage qui fit passablement de bruit dans le monde intellectuel, et qui s'intitule *Critique de la raison cynique*. Son auteur, Peter Sloterdijk, accuse la presse de pratiquer le style « additif ». Qu'est-ce à dire ? Que dans le chaos du monde, la seule « mise en ordre » qu'effectuent les journaux, le seul élément qui lie dans leurs colonnes les événements de l'actualité, c'est une apparence de coordination, c'est un « et » qui permet de tout lier à tout, sans jamais penser ni mettre en perspective aucun des événements dont on rend compte. « Ils font de toute chose une chose dont on parle et ne disent, sur toute chose, rien du tout »<sup>1</sup>. Les informations s'additionnent mais elles ne sont ordonnées en aucune manière, et pensées encore moins.

Ainsi (selon notre auteur), les journaux relaient un monde d'événements juxtaposés, dépourvus de *sens* (dans la double acception de ce mot : direction et signification) ; et nous accueillons en nous ce monde factice comme si c'était le monde réel. Du moins tant que nous ne disposons pas d'un accès meilleur à la réalité. Nul n'a mieux saisi ce phénomène que l'écrivain Robert Musil, dans son *Homme sans qualités*. Je vous cite cette réflexion : « Tu n'as qu'à jeter un coup d'œil dans le journal. Il est rempli d'une opacité démesurée. Il y est question de tant de choses que cela dépasse de loin la capacité de pensée d'un Leibniz.

---

<sup>1</sup> Cité in J. Bouveresse, *Rationalité et cynisme*, Éditions de Minuit, 1984, p. 199.

Mais on ne s'en aperçoit même pas ; on a changé. Il n'y a plus maintenant un homme total face à un monde total, mais quelque chose d'humain flottant dans un bouillon de culture générale »<sup>2</sup>.

« On a changé », remarque Musil : on ne reçoit plus la réalité du monde comme quelque chose qui serait à comprendre puis à assumer, donc à assimiler, à ordonner dans un cosmos intérieur. Si nous devons croire réellement, comme on croit à la présence de son voisin, aux inondations du Bangla-Desh, aux émeutes algériennes ou aux ravages du Sida, nous n'y résisterions évidemment pas. Donc nous transformons automatiquement ces souffrances ou ces violences en « informations » sans rapport avec la réalité. Nous ne sommes pas des saints, comme Simone Weil qui pleurait en apprenant par le journal un tremblement de terre en Chine.

Mais la réflexion de Musil va plus loin. Car après tout, son constat ne serait pas trop désespéré si *la* réalité nous était par ailleurs accessible, connue et maîtrisable. Mais à l'en croire, il n'y a plus ni monde total ni homme total : seulement « quelque chose d'humain ». Oui, d'un côté le monde nous parvient à travers les journaux, mais sa réalité se métamorphose en « information ». (Non plus en information sur quelque chose, mais en information intransitive – de même que la « communication » n'est plus la communication de quelque chose, mais le fait même, neutre, abstrait et vide, de communiquer). Et par ailleurs, nous ne disposons pas d'une source de réalité, si j'ose dire, qui compense un tel manque. Les journaux ne nous communiquent pas le monde, pas même un monde éclaté – mais rien ne remplace les journaux. Entre nous et le monde, aucune médiation ne remplace les médias.

Mais, me direz-vous, tout cela n'est-il pas excessif, injuste, inexact ? Ne sombrons-nous pas dans des généralités rebattues, qui méconnaissent la spécificité de tel ou tel journal, et qui méconnaissent notamment l'existence des journalistes sérieux, donc la possibilité, à l'intérieur même d'un quotidien d'information, d'ordonner les nouvelles selon des critères plus intelligents que la simple addition, voire de prendre une distance appréciable par rapport à l'événement, de proposer des réflexions, des analyses, des évaluations, donc d'accéder peu ou prou à la réalité réelle ? Bref, MM. Sloterdijk et Musil ne sont-ils pas coupables de généralisations et de simplifications outrancières ? D'ailleurs, est-il sensé de proférer ce genre de reproches à l'égard de la presse écrite, laquelle, en matière de juxtaposition et de bouillon de culture, est notoirement moins contaminée que la radio et surtout la télévision ? N'est-ce pas se tromper d'adversaire ?

Toutes ces critiques sont sérieuses, et je voudrais en tenir compte. Il serait injuste de ne pas distinguer le journal du journaliste ; le véritable problème n'est pas dans l'incompétence ou la vilénie de telle ou telle personne, mais réside dans le rapport entre le journaliste et le journal, entre le message et le média.

Albert Camus, qui, vous le savez, a travaillé comme éditorialiste à *Combat*, avant et

---

<sup>2</sup> Cf. R. Musil, *L'homme sans qualités*, Points Seuil, tome I, pp. 339-40.

après la Libération, n'hésitait pas à dire que le journalisme est « l'une des plus belles professions que je connaisse ». On le comprend, on l'approuve. Car il ne faut pas oublier que dans son essence et son idéal, le journal, et particulièrement le quotidien, loin d'être simplement ce que dans le terrible langage des ordinateurs on appellerait une « interface » entre le monde et nos consciences, doit être et peut être, grâce au vrai journaliste, une source de réalité réelle.

Nos consciences individuelles peuvent difficilement assumer plus d'un événement à la fois, plus d'un souci, plus d'une douleur. Si elles parviennent à s'élargir néanmoins, c'est dans la mesure où les événements, les douleurs ou les soucis du monde sont repensés par un être qui nous fait face. Et cet être, c'est le journaliste. Idéalement mais essentiellement, le journaliste est celui qui, chaque matin, pour nous, donne un visage au monde et nous permet alors de communiquer vraiment (sinon de communier) avec ce qui se meut à l'extérieur de nous. Le reste n'est qu'« information » au sens intransitif et dérisoire du terme.

Les nouvelles du monde extérieur, pour nous toucher, pour acquérir un sens, doivent prendre visage humain. Donc ne pas être de pures séquences de mots suspendues dans le vide, égrenées au hasard, choisies pour leur poids d'horreur ou de violence ; elles doivent être lestées de sens, comprises dans une histoire, une géographie, un projet politique, une visée humaine. Et celui qui peut nous proposer non l'actualité, mais le visage de l'actualité, c'est précisément le journaliste.

Or nous avons l'agréable devoir de reconnaître que le vrai journaliste existe. Que si un certain nombre de gazetiers déshonorent leur profession, beaucoup d'autres l'honorent au contraire ; ils s'efforcent, en dépit de l'énorme difficulté que cela représente, de nous dessiner chaque jour le visage du monde, et non point de déverser seulement sur nos têtes un tombereau de nouvelles sensationnelles et vides. Cet effort, soit dit en passant, nous pouvons en plus d'une occasion l'observer non seulement dans la presse écrite, mais également à la radio, voire à la télévision.

Le grand sociologue Max Weber, dans une conférence sur « Le métier et la vocation d'homme politique » (conférence qui date de 1919 mais qui n'a rien perdu de sa pertinence) déplore que le journaliste appartienne « à une sorte de caste de parias que la "société" juge toujours d'après le comportement de ses représentants les plus indignes du point de vue de la moralité ». « Cependant », poursuit-il, « la plupart des gens ignorent qu'une "œuvre" journalistique réellement bonne exige au moins autant d'"intelligence" que n'importe quelle autre œuvre d'intellectuels ». Max Weber signale enfin que « le sentiment de responsabilité de tout journaliste honorable n'est en rien inférieur à celui de n'importe quel autre intellectuel ».

Je crois que cette opinion reste absolument fondée aujourd'hui. Nous n'avons aucune raison de douter que le journaliste sincère ait conscience de son écrasante mission, et ne cherche à la remplir du mieux qu'il peut. Mission écrasante, on le sait bien, puisque chaque jour ou chaque semaine il faut s'efforcer de donner sens au bruit et à la fureur du monde ;

au risque de se tromper souvent, d'être démenti par le futur, d'être mal compris, d'être attaqué. Mais ces difficultés sont largement compensées par ce privilège exaltant de choisir chaque jour, dans l'effroyable masse des informations, quelques éléments qu'on rendra signifiants, auxquels on donnera forme, et grâce auxquels nous, lecteurs, nous allons chaque matin recevoir le monde non point comme on subit un déluge de cris inarticulés, mais comme on rencontre un visage inconnu, presque toujours souffrant, et pourtant compréhensible, voire fraternel.

Quand nous parvenons à penser que l'histoire mondiale n'est pas un drame plein de bruit et de fureur, raconté par un idiot, c'est pour beaucoup grâce à l'effort des vrais journalistes.

Devant ce qu'on appelle les événements, ou les faits bruts, le journaliste est en première ligne. C'est lui qui va nous les transmettre ou non, et choisir la façon dont il va nous les transmettre : va-t-il nous parler de la famine en Éthiopie ? Et s'il le fait, sur quel ton ? En lui donnant quelle importance ? En espérant quel type de réaction chez ses lecteurs ? Énorme liberté, énorme responsabilité, mais qui font de cette profession « l'une des plus belles que je connaisse ».

Ainsi donc, il serait gravement injuste de prétendre que le journalisme est une tâche inutile, voire ignoble. Pourtant, vous voyez bien où le bât blesse. L'exemple de l'Éthiopie, que je viens de proposer entre mille, nous le montre à l'évidence : les choix que j'évoquais : faut-il en parler, comment faut-il en parler, et dans quel but ? ne sont que très partiellement les choix du *journaliste*. Ce sont presque toujours les choix du *journal*. Ce qui n'est jamais la même chose, à moins que le journaliste s'appelle Karl Kraus.

C'est dans le journal, et non chez le journaliste, que se situe le vrai problème. C'est le média qui parasite le message, ou qui se substitue à lui, comme le disait Mac Luhan. Avec notre complicité, à nous, lecteurs de journaux. Car nous ne lisons presque jamais des articles, des textes, des réflexions : nous lisons le journal. Qu'est-ce que cela veut dire ? Des études sociologiques l'ont clairement établi depuis belle lurette : cela veut dire que nous lisons des titres en fonction de leur grosseur, des articles en fonction de leur position dans la page ou dans l'ensemble du numéro ; les encadrés de préférence aux non-encadrés, les colonnes de préférence aux textes larges, le gras de préférence à l'écriture normale, l'italique de préférence au romain, les pages extrêmes de préférence aux pages intérieures, et ainsi de suite.

Le problème est donc que les journaux sont le lieu plus ou moins discret, plus ou moins tapageur ou grossier, d'une *mise en scène* des textes (et je ne parle même pas des photos, qui bien sûr jouent un rôle absolument énorme, infléchissant puissamment le sens que peut prendre ou ne pas prendre pour nous telle information).

En outre, (chacun le sait mais chacun l'oublie), les titres des articles, dans beaucoup de journaux sinon presque tous, sont considérés d'abord comme des accroche-lecteur. Ces titres, donc, n'ont pas pour fonction de renseigner sur le contenu de ce qui les suit, mais ils

s'arrogent un rôle autonome, indépendant du sens de l'article. Or, la plupart du temps on ne lit que les titres ; alors même que le journaliste aurait honnêtement travaillé, nous n'avons évidemment de la réalité qu'une image gauchie, souvent sensationnaliste et superficielle.

J'en sais quelque chose, puisque j'écris moi-même depuis un certain temps dans un journal réputé, à juste titre, pour son sérieux, et dont, certes, je ne suis pas ici pour faire la critique. Je constate simplement que semaine après semaine, pour des raisons techniques (et sans intention maligne évidemment), on modifie les titres et sous-titres que je prévoyais pour mes textes, au point, souvent, d'en infléchir la signification. Je ne vais pas jouer ici au martyr, et mes mésaventures sont d'une gravité toute relative. Cependant elles sont significatives de ce qui arrive à tous les journalistes, d'une façon plus ou moins systématique : les titres, que le lecteur prend pour des textes, ne sont pas d'essence textuelle mais graphique. Il ne faudrait pas les lire pour leur sens, mais les considérer comme des décorations, des espaces ou des vignettes qui rythment la page. Le mot cesse d'être le mot.

Il ne le cesse pas tout à fait. Mais dans presque tous les cas, il s'agit moins de lui faire donner un sens que de lui faire créer une sensation, qui n'est pas nécessairement d'horreur ou de fascination malsaine, mais peut aussi relever d'une espèce d'humour tournant à vide, comme dans ces innombrables titres en forme de jeux de mots dont certains journaux nous accablent depuis quelques années.

De manière générale, on imagine bien qu'un article sérieux, surmonté d'un titre qui ne l'est pas, souffre gravement, quand il n'est pas totalement ruiné. Ce que je dis des journaux vaut à plus forte raison, bien sûr, pour la télévision, où le décor prend une telle importance qu'il est quasiment impossible de prêter attention aux paroles prononcées.

Vous avez tous souffert du téléjournal, où, plus souvent qu'on ne pense, des commentateurs consciencieux nous proposent, sur tel ou tel événement d'actualité, un texte structuré, intelligent, réfléchi. Or pour écouter ce texte, pour seulement s'apercevoir qu'il est émis, nous devons accomplir un effort réellement énorme : soit, dans le pire des cas, les paroles sont prononcées en voix off ; tandis qu'on nous commente la situation libanaise, nous voyons des morts, des blessés et des ruines, et ces images nous accaparent avec tant de violence qu'il est exclu de suivre un commentaire quelconque. Soit, dans les meilleurs des cas, nous voyons la personne qui nous parle, mais c'est son visage qui nous retient, ses tics éventuels, sa façon de nous regarder sans nous voir, c'est-à-dire de garder les yeux fixés sur le « prompteur », juste au-dessous de la caméra ; sa façon, aussi, de débiter son texte avec la tension de l'homme dont les secondes sont comptées, et qui ne peut pas suffisamment descendre dans sa propre pensée.

La télévision, sans doute, est pire à cet égard que le journal. À la télévision, considérée en tant que média, et sans préjudice de ce que de bons journalistes tentent d'y réaliser, le texte n'est vraiment plus que prétexte. Mais on aurait tort de croire que le petit écran représente un cas tout à fait à part. Entre la télévision et les journaux, la différence, à cet

égard, n'est pas de nature, mais de degré. C'est *d'abord* dans le journal que les textes ne sont plus des textes, que les pensées ne sont plus des pensées, et que les réflexions ne sont plus des réflexions. C'est d'abord dans le journal que le média, pour répéter encore la fameuse formule de Mac Luhan, se substitue au message. Au lieu que le bruit et la fureur du monde soient l'occasion de l'écrit réflexif, c'est l'écrit réflexif qui devient le prétexte à l'étalage, donc à l'exploitation du bruit et de la fureur. La télévision ne fait qu'emboîter le pas.

J'ai voulu, tout à l'heure, distinguer soigneusement le journaliste du journal. Et je maintiens qu'il le faut si l'on veut être équitable. Néanmoins, nous devons bien admettre que le journal, bien souvent, déteint sur le journaliste. Lorsque ce dernier s'aperçoit que les organes de presse ne sont pas tant le lieu des réflexions que celui des sensations, et moins le lieu des textes que celui des titres, comment ne serait-il pas tenté, plus ou moins inconsciemment, d'écrire ses textes comme il écrirait des titres, ou même comme il publierait des photos sensationnelles ? Comment ne serait-il pas conduit à se mettre au diapason du média ? Puisque de toute manière ce qu'il essaie d'y faire est noyé par ce qu'on y fait de lui ?

Tentation d'autant plus forte que les défauts des journaux sont par essence anonymes, donc impunis. On ne peut désigner le ou les responsables de cette désubstantialisation des textes dont je parlais tout à l'heure. À qui s'en prendre ? Au maquettiste ? Au rédacteur des titres ? Au metteur en pages ? Au rédacteur en chef ? Au propriétaire qui attend que son journal se vende, et qui considère a priori que viser au plus bas permet d'atteindre aux tirages les plus hauts ? Les subalternes, évidemment, ne font qu'exécuter ce qu'il ne faut même pas appeler des ordres, mais des consignes plus ou moins tacites. Et si l'on s'en prend aux chefs, aux propriétaires, ils vous expliqueront avec mille arguments irréfutables que les nécessités économiques ne sont pas « contournables ». Du phénomène médiatique, les responsables s'appellent tout le monde et personne. Et le lecteur n'est pas totalement innocent lui non plus.

Ici nous rejoignons les réflexions par lesquelles j'ai commencé cet exposé. « On a changé », disait Robert Musil. C'est-à-dire que nous aussi, lecteurs, nous acceptons tacitement cette situation monstrueuse que nous imposent les journaux et les médias en général. Nous acceptons que le monde nous soit déversé chaque matin sur la tête, sinon comme un tombereau d'ordures, du moins comme une masse formidable d'événements et de problèmes que Leibniz, avec tout son génie, ne pourrait maîtriser ni même assumer.

Nous avons changé. Nous ne voulons pas assez comprendre le monde. Nous ne voulons plus être, nous lecteurs, que les journalistes du réel, au mauvais sens du mot « journalistes » : nous enregistrons purement et simplement des séries de sensations dépourvues de substance, et nous abdiquons la pensée. Bien entendu, si nous avons changé, ce n'est pas que nous soyons devenus moralement inférieurs à nos ancêtres. C'est que nous sommes sollicités comme ils ne le furent jamais, et que nous ne savons où trouver

la force de nous égaler à cette situation nouvelle.

Que faire alors ? Est-il possible de lire tout de même les journaux avec l'exigence de comprendre, et non seulement de consommer des informations ? C'est ici que mes considérations rejoignent quelque peu des soucis de nature proprement pédagogique. À ma question première, je pourrais tout simplement répondre : il faut lire les journaux, mais à l'école. Après beaucoup de pédagogues et d'enseignants, je répéterais qu'il faut *apprendre à lire* ce genre de textes, ou plus exactement apprendre à affronter un univers de mots parasité par un univers infra-verbal, un univers en principe réflexif, parasité par un univers exclamatif. Faut-il lire les journaux en classe ? Oui, cent fois oui. Afin de mieux les lire hors de la classe.

Cela dit, je voudrais apporter à mon approbation une nuance que vous ne prendrez pas, je l'espère, pour une réaction corporatiste d'écrivain chatouilleux. Il me semble que la lecture des journaux au cours d'une leçon de français, pour nécessaire qu'elle soit, ne doit en aucun cas supplanter celle des livres. Non seulement elle ne doit pas manger toutes les heures normalement dévolues à la littérature ; mais surtout cette lecture n'a de sens que si l'on montre à l'élève tout ce qui différencie *en profondeur* le langage du journal de celui de la littérature. Dans le cas contraire, l'institution scolaire à son tour est parasitée, submergée par les médias, victime de leur manière de voir ou de ne pas voir le monde.

L'école, en cette affaire, peut se tromper de deux manières, inégalement perverses, mais graves toutes les deux. La première manière, que je qualifierai de généreuse, a fleuri surtout dans les années soixante-dix. La seconde, que j'appellerai la manière désabusée, est caractéristique de notre décennie. Mais il arrive parfois que les deux erreurs s'additionnent. La manière généreuse consistait à tout accueillir en classe, comme également digne d'intérêt. Pourquoi s'en tenir aux prétendus grands auteurs ? s'écriait-on. Pourquoi le moindre article du moindre journal ne serait-il pas riche d'expérience humaine tout autant qu'une page de Montaigne ou de Proust ? Pourquoi ce vain élitisme, ces hiérarchies rigides ? Au nom de quoi, au nom de quelles valeurs prétendre que Proust est supérieur à mon quotidien du matin ? Et d'ailleurs nos élèves, dans leur vie, rencontrent le quotidien du matin, ils ne rencontrent pas Proust. Fort de ce raisonnement, ou plutôt d'une méfiance à l'égard de sa propre culture, on faisait, dans les heures de français, une place royale aux articles de journaux : par idéologie idéaliste, égalitaire et généreuse.

Bien entendu, le reproche d'« élitisme » était absurde : car priver les élèves de Montaigne, c'était précisément leur interdire un univers de finesse, de réflexion, de profondeur éminemment propre à les enrichir, à leur faire éventuellement franchir des barrières sociales ; c'était leur refuser les moyens de se débarrasser du quotidien ; c'était finalement se réserver à soi-même les trésors de la pensée et le pouvoir de l'intelligence. Mais en outre, s'agissant des journaux, vouloir les considérer au premier degré, comme des textes qui ne seraient que des textes, c'était précisément méconnaître tout ce que nous venons d'évoquer, tout ce qui en fait des messages codés, des textes au second degré, des



textes parasités, désubstantifiés, impurs. Et c'était oublier que seule l'étude de textes purs, de pensées libres de tout parasitage médiatique, permet de prendre ses distances avec le monde des médias, et de se prémunir contre ses effets pervers. C'est Montaigne et Proust qui, s'ils nous imprègnent, nous permettent de séparer, dans le journal, le bon grain de l'ivraie.

Mais voilà que dans ces dernières années, l'école s'est vue menacée par un autre danger. Après la lecture « généreuse » des journaux en classe, est venue la lecture que j'appelle « désabusée ». De quoi s'agit-il ? Là encore, de confondre le journal avec tout texte, y compris et surtout le texte littéraire ; non plus, cette fois, par excès d'idéalisme, mais par excès de réalisme.

Au début, tout va bien : on exerce avec virulence et pertinence, à l'endroit des journaux, une critique bienvenue ; on ne prend rien pour du bon argent ; on décèle les procédés rhétoriques, les moyens de persuasion, voire de pression, dont les médias font constamment usage ; de la même manière, on recourt au scalpel de la rhétorique et de la linguistique pour décrypter et dénoncer les messages publicitaires.

Mais c'est ensuite que tout se gâte : car on croit pouvoir appliquer ledit scalpel non seulement à n'importe quel article, y compris les bons, mais aux textes littéraires eux-mêmes. Tout texte, y compris ceux des romanciers, voire des poètes, est considéré comme un « discours » ; tout discours, à son tour, est tenu pour une « stratégie » de persuasion qu'il s'agit de démonter et d'étaler sous les yeux de l'élève. Dans cette vision étrangement désabusée de l'écrit, un roman ou un essai philosophique est ainsi placé à la même enseigne qu'un slogan publicitaire ou un article à sensation. Non plus parce qu'on estime que le journal à sensation vaut autant que l'essai ou le roman, mais parce qu'on sous-entend que le roman ou l'essai valent aussi peu que le journal à sensation. On ne dit plus que n'importe quel article de quotidien vaut Proust ou Montaigne, mais que Proust ou Montaigne, essentiellement, ne procèdent pas autrement que le quotidien.

Je caricature un peu, vous l'avez compris. Je serais en peine, heureusement, de dénoncer à votre vindicte un enseignant qui prétendrait, *expressis verbis*, que *La peste* de Camus n'est qu'un ensemble de procédés rhétoriques au service d'une stratégie de persuasion et de domination du lecteur. Mais j'indique un danger qui, même diffus, ne me paraît pas moins réel. Car si, effectivement, nul ne brandit expressément l'affirmation selon laquelle Camus n'est qu'un rhétoricien, c'est dans une certaine mesure parce que cette certitude est tellement ancrée en certains esprits, tellement ossifiée, qu'elle n'est même plus exprimée comme telle. L'idéologie est devenue évidence, banal instrument de travail.

Car à l'origine, c'est bien d'une idéologie qu'il s'agissait. L'idéologie du « soupçon », comme on l'a qualifiée, et qui consistait à dire, notamment sous la triple influence de Marx, Freud et Nietzsche, que toute démarche de la conscience, donc toute parole, dissimulait un désir ou un désir de pouvoir. En tant qu'idéologie explicite, cette conception, ces dernières

années, a perdu sa virulence. Mais, plutôt qu'elle n'est morte, elle est descendue au rang de lieu commun, de banalité, d'évidence indiscutée. Elle s'est mise à faire partie de ces réponses toutes faites aux questions qu'une société ne se pose plus. Comme si, par un accord tacite, on avait décidé que tout texte, toute entreprise d'écriture ne pouvait être que stratégie de pouvoir.

Or la critique des textes, hélas nombreux, dont la fonction réelle n'est pas de penser mais de persuader, séduire et dominer – en un mot la critique des médias – ne doit pas conduire à considérer, fût-ce implicitement, que tout texte n'est qu'une machine rhétorique, une « stratégie », comme on le dit avec le sourire entendu de celui qui connaît la musique, stratégie dont l'auteur ou l'écrivain serait l'instigateur machiavélique et néanmoins inconscient. Il s'agit là d'une extrapolation catastrophique.

Evidemment, vous me direz que je profère, en dépit de mes dénégations, un plaidoyer *pro domo* : je n'ai pas envie qu'on confonde la littérature avec le journalisme, je défends ma corporation... Non, je veux croire que ma réaction ne se réduit pas à ce réflexe. Je ne suis pas en train de glapir qu'il ne faut pas mélanger les torchons et les serviettes, la littérature étant du côté des serviettes. Je dis que la description désabusée de l'écriture, de toute écriture, en termes de pouvoir, est sans doute compréhensible, mais fautive, dangereuse, et insignifiante parce qu'excessive. C'est d'ailleurs une de ces conceptions qui se détruisent elles-mêmes, car elle nous oblige à nous demander si le discours tenu par ceux qui la professent n'est pas à son tour un discours de pouvoir. Et l'on ne sort plus du cercle vicieux. On n'échappe plus au soupçon. Tout est pourri, il ne reste que le silence. N'est-il pas plus juste alors de postuler au contraire que l'écriture, essentiellement, doit *et peut* poursuivre d'autres fins que des fins de pouvoir ? Et que l'écriture-stratégie, l'écriture publicitaire n'est qu'une perversion qu'on peut éviter et combattre ?

Du côté des lecteurs que nous sommes, éventuellement du côté des parents ou des enseignants que nous pouvons être, il me semble qu'il faut sans cesse rappeler et se rappeler une double exigence. D'une part nous devons assurément soumettre les journaux, et tous les textes dont la société nous abreuve et nous agresse, à la critique la plus aiguë. Mais d'autre part nous ne devrions pas, pour autant, désespérer de l'écriture, et considérer que tout texte, quel qu'il soit, n'est qu'une manigance de l'instance plus ou moins anonyme dont il émane. Je crois en dernier ressort que ce pessimisme prétendument lucide fait encore plus de mal qu'un excès de naïveté. Et qu'il est la conséquence, hélas explicable, de la mainmise de notre société médiatique sur le langage.

Autant nous devons dénoncer la rhétorique journalistique ou publicitaire, autant nous devons nous garder de décrire Proust ou Camus comme des rhétoriciens haut de gamme – pour employer une formule particulièrement horrible. Autant nous devons lire les journaux d'un œil prêt à foudroyer, autant cet œil peut et doit rester attentif à la présence d'une vraie réflexion, à l'existence d'un vrai journaliste.

C'est du moment où nous serons habités par cette double exigence, où nous serons à la fois sévères et pleins d'espoir, critiques et pleins d'attente, que nous prouverons notre désir

de comprendre vraiment le monde. Il semble, disait Robert Musil, que sous l'avalanche proprement inhumaine des informations qui nous parviennent, nous ayons abdiqué toute volonté d'assumer l'univers, de le rencontrer comme on rencontre un être vivant. Mais cette abdication ne paraît pas inéluctable. Si nous ne pouvons souffrir de toutes les douleurs du monde comme les journaux et les médias en général semblent nous y inviter, nous pouvons, aujourd'hui comme hier, tenter de donner un sens au monde.

Pour cela, il faut la distance intérieure. Et cette distance – nous revenons ici à la pédagogie – peut s'apprendre. Elle s'apprend si l'on s'efforce d'accueillir tout ce qu'avant nous les hommes pensants ont consacré d'intelligence au monde ; si l'on veut bien croire que les humains d'autrefois ou d'ailleurs n'ont pas seulement tenté de se dominer les uns les autres par la parole, mais aussi de se comprendre par le verbe, de dessiner dans leur univers d'abord chaotique des figures sensées, bref, de faire du monde un visage fraternel. Et l'on découvre alors que l'esprit critique le plus aigu et le plus vrai n'est que la face visible de l'amour du monde et de la confiance en la parole humaine. C'est justement parce qu'ils croient possible, au moins idéalement, une parole authentique, que les écrivains et les penseurs de tous les temps, si souvent, ont joué de l'ironie et de la distance critique. C'est dans la mesure même où l'on croit que la parole vraie peut surgir que l'on décèle les paroles mensongères. Quel sens trouverions-nous à dénoncer le mensonge si tout était mensonge ?

Il faut lire les journaux, même et surtout dans les leçons de français à l'école. Mais avec une vigilance critique dont la seule raison d'être soit l'amour de la parole vraie. Bref, il faut lire les journaux parce qu'on lit les livres ; il faut attendre des journaux ce que nous attendons des livres, et ce que toute écriture digne de ce nom peut nous donner.